

# Mondialisation

- [Aperçu](#)

## Double définition

Le terme mondialisation a un double sens.

Il s'agit d'une part de la supplantation des économies nationales par l'économie mondiale, ce à quoi il n'y a en fait rien à redire. Mais concrètement on a plutôt affaire à une supplantation des économies faibles par les économies fortes, ce qui mène en fait à une perpétuation du nationalisme sous un autre nom.

D'autre part, on entend par mondialisation la commercialisation du monde - le monde comme marchandise. Non seulement l'économie est devenue mondiale, mais le monde est devenu économique.

Ces deux phénomènes ont provoqué ces dernières années un fort mouvement de protestation.

## Considérations sur l'actualité

Alors que l'économie de marché semblait triompher sur toute la ligne suite à l'effondrement des économies communistes, un mouvement international de protestation parvint à faire échouer une conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Seattle est devenu un symbole. Depuis il est régulièrement question de ces anti-mondialistes qui cherchent - avec un succès croissant - à attirer l'attention de l'opinion sur les rencontres économiques internationales. Les médias sont bien entendu surtout avides de combats de rues. Il leur arrive cependant - malgré leur état de dépendance envers les grandes multinationales - de laisser la parole ou l'image à des manifestants plus créatifs. Le fait que la critique s'adresse moins à l'économie mondiale qu'à la suprématie économique des pays industrialisés et au primat de l'économie est en général occulté.

Suite au meurtre d'un manifestant à Gènes en août 2001, on pouvait craindre une dérive d'une partie du mouvement de protestation vers le terrorisme. Ce n'est jusqu'à maintenant pas le cas. Cela aurait nui au mouvement, comme cela a nui à l'anarchisme un siècle avant.

## Mondialisation et triarticulation sociale

L'économie mondiale trouve sa raison d'être si elle donne prétexte à élargir au maximum le cercle d'une réelle entraide mutuelle. Il n'y aurait alors - du point de vue d'une triarticulation sociale - rien à objecter à une telle mondialisation.

Mais il doit être possible de prendre des mesures de protection - par exemple au profit des pays en voie de développement - pour éviter que les économies fortes soient privilégiées. Ce n'est cependant pas aux Etats, pas plus qu'à des regroupements d'Etats - comme l'Union Européenne et l'OMC - mais à l'économie mondiale elle-même de s'en charger. Pour cela il faut commencer par cesser de confondre l'économie mondiale et le libre échange. L'économie doit enfin se prendre en main, se soucier de prix équitables, au lieu de s'en remettre au hasard du marché.

Nombre d'adversaires de la forme actuelle de la mondialisation sont des enthousiastes de la Taxe Tobin, un impôt sur les transactions financières, avec lequel ils souhaitent financer l'aide au développement. On ne peut qu'espérer qu'ils finiront par abandonner cette idée au profit d'autres alternatives. Ces transactions financières ne sont en effet qu'un symptôme. Elles montrent que les monnaies ont perdu tout lien avec l'économie réelle. La Taxe Tobin n'y changera rien.

Plutôt que de lever un impôt sur l'économie folle, mieux vaudrait opter pour une forme d'impôt qui permette aux Etats de se tenir en dehors des conflits économiques. Ce serait le cas, s'il était renoncé à tout impôt sur le revenu au profit d'un seul et unique impôt sur la consommation, dont le taux serait bien entendu différencié selon le type de produit. Les marchandises produites sur place et celles importées étant seules imposées, les taux d'imposition n'auraient plus de répercussion sur les prix d'exportation. Le même principe est applicable aux différentes charges sociales.

Un tel impôt sur la consommation contribuerait à la neutralité de l'Etat face à l'économie mondiale et lui éviterait de subir des pressions au nom de la concurrence internationale. Les impôts sur le revenu - qu'il soit issu du travail ou de la gestion du capital - font par contre apparaître l'Etat comme un luxe que l'on ne peut plus se permettre dès lors que l'on dépend des exportations pour acquérir des devises. Un problème qui touche surtout les pays en voie de développement.

L'impôt sur la consommation ne règle naturellement pas tous les problèmes. Ce qui compte, c'est de prendre la bonne direction: L'Etat n'est pas une marchandise.

Les adversaires de la mondialisation l'ont bien compris et prennent la défense de l'Etat face à l'économie. Mais la mondialisation dans son autre sens, celui d'une commercialisation du monde, ne menace pas seulement l'Etat, mais aussi la vie culturelle. L'éducation et les services de santé sont censés être libéralisés dans les prochaines années. Cela signifierait une double tutelle pour la vie culturelle. A la traditionnelle tutelle d'Etat s'ajouterait la dictature économique.

Pour répondre à ce danger, tout adversaire de la mondialisation doit aussi être un adversaire de l'Etat. L'esprit n'est pas un article de loi.